

## PROCÈS-VERBAL REUNION DE CONSEIL DU 03 NOVEMBRE 2020

**Présents :** Pascal MORINEAU, Murielle GUILBAUD, Jean-Paul GUILBEAU,, Evelyne LEGALL, Jeanne GOYAU, Marc-Antoine GOURAUD, Noémie PONTTHOREAU , Sébastien PERRAUDEAU, Valentin DABRETEAU, Olivier GUILLET, Liliane GUERVILLE, Sébastien ACHARD, Brunehild BRIERE.

**Excusés :** Nicolas JOLY, Isabelle THOMAZEAU,

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :** Marc-Antoine GOURAUD

**DATE DE CONVOCATION :** 27 octobre 2020

---

Approbation à l'unanimité du procès-verbal de la réunion du Conseil Municipal en date du 06 octobre 2020

### **BILAN DES ACTIVITES ET RAPPORTS ANNUELS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES VIE ET BOULOGNE 2019**

*DÉLIBÉRATION 01*

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le bilan d'activités et les rapports établis par la communauté de communes de Vie et Boulogne pour l'exercice 2019,

Le conseil municipal,

Prend acte et approuve à l'unanimité, le bilan et les rapports communautaires suivants :

- Bilan d'activités année 2019
- Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de gestion des déchets ménagers et assimilés 2019
- Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'assainissement non collectif 2019
- Rapport annuel 2019 sur la lutte contre les rongeurs aquatiques envahissants.

### **APPROBATION DU RAPPORT DE LA CLECT DU 21 SEPTEMBRE 2020**

*DÉLIBÉRATION 02*

Monsieur le Maire rappelle que la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) a été créée par délibération du Conseil communautaire du 22 juin 2020.

Le rôle de la CLECT est de procéder à l'évaluation du montant initial des attributions de compensations l'année de l'adoption de la fiscalité professionnelle unique et lors de chaque transfert de charges ultérieur.

La commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) s'est réunie le 21/09/2020 pour évaluer le montant des charges transférées dans le cadre du transfert à la communauté de communes de la gestion du Château renaissance et de la base de loisirs d'Apremont.

Monsieur le Maire communique au conseil le rapport de la CLECT joint à la présente délibération.

En application des dispositions de l'article 1609 nonies C du code général des impôts, ce rapport est remis à tous les conseils municipaux du territoire Vie et Boulogne qui disposent d'un délai de 3 mois

pour l'approuver dans les conditions de majorité prévues au 1<sup>er</sup> alinéa du II de l'article L5211-5 du CGCT (2/3 au moins des conseils municipaux représentant la moitié de la population totale ou la moitié des conseils municipaux représentant les 2/3 de la population totale).

Monsieur le Maire précise que toutes les communes doivent se prononcer, même si elles ne sont pas directement concernées par le transfert de compétence.

**Par adoption des motifs exposés par le Maire et après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide à l'unanimité :**

- D'approuver le rapport de la CLECT établi le 21 septembre 2020 pour évaluer les charges transférées dans le cadre du transfert à la communauté de communes du Château renaissance et de la base de loisirs d'Apremont
- D'autoriser le Maire ou son représentant à signer tout document utile à ce dossier.
- De charger le Maire ou son représentant d'exécuter la présente délibération.

<b>DEMANDE DE SUBVENTION DE LA REGION – CONSTRUCTION D'UN BLOC SANITAIRE SUR LE CAMPING MUNICIPAL 'LES BLES D'OR »</b>
--

*DÉLIBÉRATION 03*

Considérant la délibération du Conseil Municipal n°20190606004 du 06 juin 2019, décidant de lancer des études de faisabilité pour la réhabilitation du bloc sanitaire du camping « Les Blés d'Or » ;

Considérant la délibération du Conseil Municipal n°20190905002 du 05 septembre 2019 retenant le Cabinet Origami pour une mission relative à la réfection du bloc sanitaire situé sur le camping municipal « Les Blés d'Or ».

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que le bloc sanitaire du camping construit en 1983 commence à se détériorer. Il précise notamment l'absence d'équipements nécessaires aux personnes à mobilité réduite pour l'accès aux lavabos et auges lave-vaisselle, ainsi que dans les douches et sanitaires. D'autre part, ce bâtiment ne répond pas aux besoins des campeurs lors de la période hivernale.

Il propose de déposer une demande de subvention auprès de la Région pour la réalisation du projet suivant :

**CONSTRUCTION D'UN BLOC SANITAIRE SUR LE CAMPING MUNICIPAL « Les Blés d'Or »**

Le montant de l'opération est estimé à 179 950 € H.T. et pourrait être financé de la façon suivante :

**Dépenses :**

Bâtiment	150 000 € HT
Honoraires maître d'œuvre	16 950 € HT
Etudes-bureaux de contrôle	8 000 € HT
Divers et imprévus	<u>5 000 € HT</u>
<b>TOTAL</b>	<b>179 950 € HT</b>

**Recettes :**

Subvention de l'État (estimation 30 %)	53 985 €
Subvention de la Région (20%)	35 990 €
Autofinancement	<u>89 975 €</u>
<b>TOTAL</b>	<b>179 950 €</b>

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

Approuve le projet présenté, ainsi que le plan de financement.

Décide de demander une subvention de la Région – exercice 2020, à hauteur de 20% du coût hors taxes des travaux.

#### **CONVENTION ANNUELLE POUR LES TRAVAUX DE RENOVATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC**

##### *DÉLIBÉRATION 04*

Monsieur le Maire donne lecture au Conseil Municipal d'une convention relative aux modalités techniques et financières pour les travaux de rénovation de l'éclairage public 2021 proposée par le SyDEV.

Les travaux de rénovation d'éclairage public comprennent les travaux programmés au titre de l'année 2021, conformément au plan de rénovation pluriannuel validé par la commune et les éventuels travaux de rénovation issus des visites de maintenance de l'année 2020

La participation calculée selon les modalités appliquées par le SyDEV s'élève à 1000 € pour l'année 2021.

Le Conseil Municipal

Après en avoir délibéré, et à l'unanimité,

- Accepte les termes de la convention présentée pour la réalisation des travaux de rénovation d'éclairage public par le SyDEV sur l'année 2021
- Décide de prévoir au Budget 2021 une participation financière de 1 000 € permettant ainsi au SyDEV de réaliser les travaux de rénovation de l'éclairage public jusqu'à hauteur de cette enveloppe budgétaire
- Autorise Monsieur le Maire à signer la convention à intervenir avec le SyDEV

#### **ACQUISITION PARCELLE AC n° 9 – RESIDENCE LES BOULEAUX**

##### *DÉLIBÉRATION 05*

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal l'opération d'aménagement et de programmation prévue sur le secteur de la Résidence des Bouleaux dans le cadre du PLUI-h, au vu de la création d'un futur lotissement communal sur les parcelles cadastrées AC n° 28 – 29 – 30 et 31.

Il fait savoir que pour permettre l'accès à ce futur lotissement, il est possible d'acquérir une partie de la parcelle cadastrée AC n°9, sous forme de triangle et situé en fond de terrain, appartenant à Vendée Habitat, pour un euro symbolique.

Il précise que Vendée Habitat est prêt à consentir ce foncier sous réserve :

- De la concertation avec Vendée Habitat pour le découpage (dimensions)
- De la prise en charge des frais de géomètre par la commune

Le conseil municipal,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- Décide d'acquérir, pour un euro symbolique, une partie sous forme triangle et située en fond de terrain, de la parcelle AC n° 9, appartenant à Vendée Habitat afin de permettre l'accès au futur lotissement communal.
- Donne tous pouvoirs en la matière à Monsieur le Maire.

<b>MODIFICATIONS DES STATUTS DU SYNDICAT POUR LA GESTION EN TANT QU'ORGANISATEUR SECONDAIRE DU TRANSPORT SCOLAIRE VERS LES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES D'AIZENAY</b>
---

*DÉLIBÉRATION 06*

Monsieur le Maire indique que conformément à l'article L.5211-20-1 du code général des collectivités territoriales, le nombre des sièges de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale, ou leur répartition entre les communes membres, peuvent être modifiées à la demande :

- Soit de l'organe délibérant de l'établissement public
- Soit du conseil municipal d'une commune membre, à l'occasion d'une modification du périmètre ou des compétences de l'établissement public ou dans le but d'établir une plus juste adéquation entre la représentation des communes au sein de l'organe délibérant et l'importance de leur population.

Toute demande est transmise, sans délai, par l'établissement public à l'ensemble des communes intéressées. A compter de cette transmission, chaque conseil municipal dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer sur la modification envisagée. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable.

La décision de modification est subordonnée à l'accord des conseils municipaux se prononçant dans les conditions de majorité prévues par le présent code pour la répartition des sièges au sein de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale intéressé.

La décision de modification est prise par arrêté du ou des représentants de l'Etat dans le ou les départements concernés.

Monsieur le Maire explique qu'afin de simplifier le fonctionnement du syndicat pour la gestion en tant qu'organisateur secondaire du transport scolaire vers les établissements scolaires d'Aizenay, il est proposé de :

- Fixer la représentation des communes au sein du comité à 2 délégués ( un titulaire, un suppléant) pour chaque commune membre au lieu de 3 délégués (deux titulaires – un suppléant) et de 3 représentants et 2 suppléants pour la communauté de communes du Pays des Achards au lieu de 9 représentants ( 6 titulaires et 3 suppléants).

Ainsi le nombre de membres est fixé à 13 représentants titulaires (au lieu de 26) et 12 représentants suppléants (au lieu de 13).

- Modifier la composition du bureau (article 8 des statuts « Bureau du syndicat). Le bureau sera constitué du Président et des 3 vice-présidents et non plus du Président, de 3 vice-présidents et de 5 membres.

Il apparaît également nécessaire de mettre à jour les statuts en remplaçant Conseil Général par Conseil Régional, suite à la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) qui a transféré aux régions les compétences exercées par les départements en matière de transports non urbains, qui deviennent des autorités organisatrices de transports (AOT)

- Ainsi l'article 9 relatif aux ressources du syndicat est également mis à jour de la manière suivante :

**Statuts actuels :** « les ressources du syndicat mixte sont constituées :

- Les participations des familles, usagers du service, pour la part non prise en charge par le Conseil Général

- Les contributions éventuelles des membres, en substitution de la participation des familles
- Les subventions, notamment celles du Conseil Général
- Les participations des membres déterminées au prorata du nombre d'élèves transportés, originaires de chaque commune et présents à la rentrée scolaire précédant l'exercice comptable. »

**Modifications proposées :** « les ressources du syndicat mixte comportent :

- Les frais de gestion versée par le Conseil Régional
- Les participations des membres déterminées au prorata du nombre d'élèves transportés, originaires de chaque commune et présents à la rentrée scolaire précédant l'exercice comptable. »

Monsieur le Maire demande à l'assemblée de bien vouloir délibérer.

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Vu les articles L 5211-17 et suivants, et notamment les articles L 5211-20 et L 5211-20-1 du code général des collectivités territoriales,

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

Approuve les modifications des statuts proposées.

<p><b>DEMANDE SUBVENTION AU TITRE DU FONDS INTERMINISTÉRIEL DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE</b></p>
---

*DÉLIBÉRATION 07*

Monsieur le Maire donne lecture au Conseil Municipal du compte-rendu du diagnostic de mise en sûreté de l'école publique Titouan Lamazou.

Considérant que les classes ne sont pas équipées de serrure, et de ce fait, qu'il est impossible de fermer à clé la classe,

Il propose d'apposer un bouton moleté permettant de verrouiller rapidement la porte. Il fait savoir que ces travaux peuvent prétendre à une aide au titre du fonds interministériel de prévention de la délinquance dans le cadre de la sécurisation à l'intérieur des bâtiments scolaires. Le montant de ces travaux est estimé à 447,50 € HT.

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré, par 10 voix pour, 3 contre

- Décide de réaliser les travaux de mise en sûreté des classes de l'école publique Titouan Lamazou par la mise en place de serrures avec un bouton moleté pour permettre les fermetures des salles de cours.
- Sollicite une subvention au titre du Fonds Interministériel de prévention de la délinquance auprès de l'Etat.

- Arrête le plan de financement comme suit :

Dépenses :	montant des travaux	447.50 €
Recettes :	Subvention FIPD 80%	358,00 €
	Fonds propres	<u>89,50 €</u>
	Total	447,50 €

## DECISIONS

### *Décision 01*

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal une déclaration d'intention d'aliéner de la parcelle cadastrée AB n° 173, située au 5 Bis Rue de l'Enclose, zone U du PLU, et de ce fait, rentrant dans le périmètre de l'exercice du droit de préemption.

Cette parcelle ne représentant pas un intérêt particulier pour que la commune se porte acquéreur, il est décidé à l'unanimité de renoncer à l'exercice du droit de préemption urbain.

### *Décision 02*

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal une déclaration d'intention d'aliéner de la parcelle cadastrée ZR n°181, située au 6 Rue des Noisetiers, zone U du PLU, et de ce fait, rentrant dans le périmètre de l'exercice du droit de préemption.

Cette parcelle ne représentant pas un intérêt particulier pour que la commune se porte acquéreur, il est décidé à l'unanimité de renoncer à l'exercice du droit de préemption urbain.